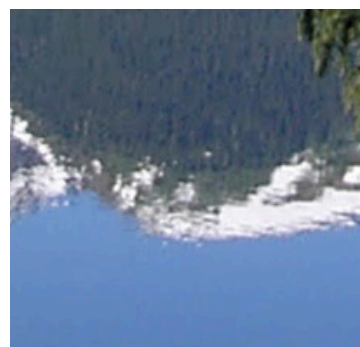
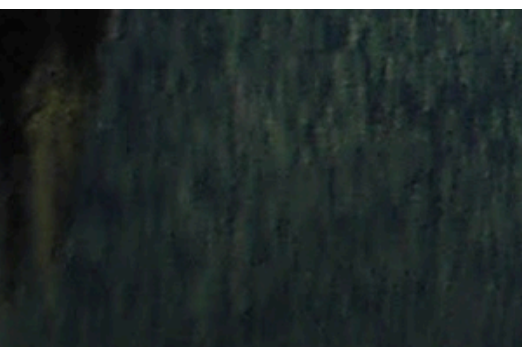
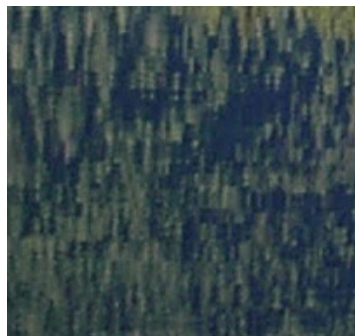
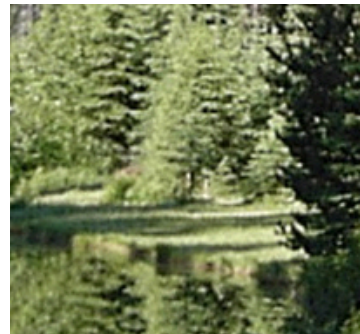
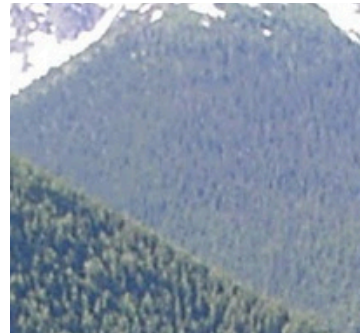


Études de cas sur les terres autochtones et municipales

Ian Attridge



Reconnaissance

À l'Alliance canadienne des organismes de conservation (ACOC), nous exprimons notre gratitude envers les terres, le ciel et les eaux qui s'étendent à travers le Canada, ainsi qu'envers les animaux et les plantes qui y trouvent leur foyer. Nous sommes reconnaissants pour leur beauté et leur abondance, et nous remercions les peuples autochtones qui ont été et demeurent les gardiens traditionnels de ces terres. Nous sommes également reconnaissants pour la terre, le partage des savoirs, des médecines, et bien plus encore.

Depuis des temps immémoriaux, le Canada est le foyer des ancêtres des Premières Nations, des Métis et des Inuit. En tant qu'organisation nationale, l'ACOC exerce ses activités dans différentes régions du pays, et nous reconnaissons que bon nombre des employés et bénévoles de l'ACOC sont des personnes autochtones vivant et travaillant sur les territoires traditionnels des Premiers Peuples de ces terres.

Ce projet a été réalisé grâce au soutien financier de la Fondation Echo et du gouvernement du Canada, par l'entremise du ministère fédéral de l'Environnement et du Changement climatique.



This project was undertaken with the financial support of:
Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :



Environment and
Climate Change Canada

Environnement et
Changement climatique Canada

Nous sommes heureux de travailler avec nos partenaires de la coalition dans le cadre du Programme des aires protégées municipales, ainsi qu'avec les communautés autochtones, les municipalités, les organisations environnementales et les organismes de conservation.



Alliance of Canadian Land Trusts/ Alliance canadienne des organismes de conservation
201-569 rue Johnson, Victoria BC V8W 1M2
info@acoc.ca
Janvier 2026

This document is also available in english.

La collaboration en action

Tout le territoire de ce que l'on appelle aujourd'hui le Canada est constitué de terres autochtones. Au cours des dernières années, à mesure que les droits des peuples autochtones, la vérité et la réconciliation, le devoir de consulter et les relations de nation à nation sont de mieux en mieux reconnus, de nombreux exemples ont émergé de collaborations entre petites et grandes municipalités, communautés autochtones, organisations connexes et citoyennes et citoyens. Ces collaborations ont permis de trouver des terrains d'entente et de nouvelles possibilités de travail conjoint. Le présent document présente plusieurs de ces initiatives sous forme de courtes études de cas, en mettant l'accent sur des projets où l'accès, la gestion et l'utilisation des terres par les peuples autochtones ont joué un rôle central.

Ce document a été créé par l'Alliance canadienne des organismes de conservation (ACOC), dont la mission est de soutenir et d'outiller les organismes de conservation à travers le Canada afin qu'ils soient résilients, unis et efficaces dans l'avancement de la conservation des terres. Le rapport a été élaboré dans le cadre du projet des aires protégées municipales (Municipal Protected Areas Project – MPAP), mis en œuvre par une coalition dirigée par Nature Canada et réunissant l'Alliance canadienne des organismes de conservation (ainsi que ses alliances régionales — Land Trust Alliance of British Columbia (LTABC), Ontario Land Trust Alliance (OLTA) et le Réseau des milieux naturels protégés (RMN)), BC Nature, Ontario Nature et Wildlands League.

Les priorités de la Coalition sont de :

1. Travailler avec des municipalités pilotes partout au Canada qui ont démontré leur volonté de créer ou d'agrandir des aires protégées;
2. Soutenir l'expansion ou la création de nouvelles aires protégées sous juridiction municipale;
3. Sensibiliser le public afin de contribuer à l'atteinte des cibles internationales et fédérales visant à conserver 30 % des terres et des eaux intérieures d'ici 2030, notamment par leur intégration dans les plans directeurs municipaux;
4. Aider les municipalités à inscrire leurs aires protégées et autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCEZ) dans la base de données nationale, contribuant ainsi aux objectifs 25x25 et 30x30 du Canada;
5. Promouvoir l'importance des aires protégées urbaines et périurbaines pour la santé humaine et la biodiversité;
6. Soutenir les initiatives de conservation autochtones en collaboration avec les acteurs municipaux;
7. Favoriser la fierté civique liée à la contribution des communautés aux efforts nationaux de conservation.



Auteur

Ian Attridge, est une personne allochtone d'héritage celtique vivant et travaillant à Nogojiwanong (Peterborough, Ontario), sur le territoire des Michi Saagiig Nishnaabeg. Écologiste et juriste, il a fondé, dirigé et conseillé de nombreux organismes de conservation et appuyé leurs projets fonciers. Il a contribué à l'élaboration de cadres juridiques et de mécanismes incitatifs pour la conservation des terres en Ontario et ailleurs au Canada. Il soutient les organismes de conservation autochtones par l'entremise de l'ACOC et par d'autres moyens, et est ancien président du conseil d'administration d'OLTA.

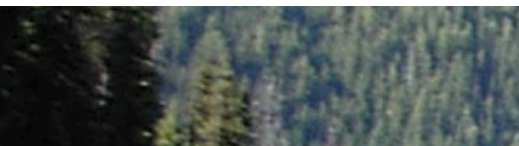


Table des matières

Reconnaissance	2
La collaboration en action	3
Auteur	4
I. Leçons apprises	6
II. Aperçu des études de cas	8
III. Études de cas	10
1- Kijipuktuk / Halifax (N.-É.) – Mi'kmaw Native Friendship Society / Centre.....	10
2- MRC des Sources (QC) – Conseil tribal W8benaki	
3- Toronto / Tk'oronto (ON) – Michi Saagig Nishinaabeg, Haudenosaunee, Wendat	
4- Comté de Northumberland (ON) – Première Nation d'Alderville	11
5- Kenora (ON) – Grand Conseil du Traité no 3 et Premières Nations partenaires	
6- Parcs urbains nationaux (Windsor, Saskatoon, autres)	12
7- Edmonton (AB) – Edmonton Indigenous Cultural Resource Counsel.....	13
8- Calgary (AB) – Premières Nations et Métis de la Confédération des Pieds-Noirs	
9- Mission (C.-B.) – Premières Nations Leq'á:mél, Máthxwi et Semá:th	14
10- Powell River (C.-B.) – Nation Tla'amin	
11- District de Squamish (C.-B.) – Nation Squamish	15
et Village de Pemberton (C.-B.) – Nation Lil'Wat	
IV. Références, autres ressources et études de cas supplémentaires	16

I. Leçons apprises

Les études de cas présentent différents types d'arrangements, notamment : la création de corporations conjointes, des transferts de terres, des baux, des droits d'accès, des activités culturelles et cérémonielles, la dénomination de lieux, la planification de l'utilisation des terres, la gestion des parcs et des forêts, ainsi que la recherche communautaire. À travers la diversité des exemples présentés ici et ailleurs, plusieurs leçons clés se dégagent :

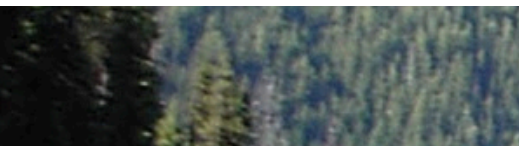
- **Établir des relations, à la fois institutionnelles et personnelles.** Ces relations ont permis de surmonter des erreurs de parcours, d'ouvrir de nouvelles possibilités, de soutenir des projets sur plusieurs années et d'apporter davantage de ressources ainsi qu'une perspective autochtone à la table.
- **Mettre en place des structures et des processus de collaboration continue.** Cette collaboration peut prendre la forme de rencontres périodiques entre conseils, de corporations ou de conseils de gestion partagés, de processus de consultation, ou encore d'organisations capables d'apporter leur expertise et leurs capacités à un projet.
- **Faire preuve d'audace et de créativité dans les structures et les régimes fonciers.** Dans plusieurs de ces études de cas, des structures non conventionnelles, des réorganisations, une prise de risque, ainsi qu'une diversité de régimes fonciers (p. ex. baux, servitudes, hypothèques) et d'échéanciers ont permis l'émergence d'arrangements innovants.
- **Saisir les occasions.** Parfois, des opportunités se présentent, semblant au départ trop vastes ou trop complexes pour être abordées seul. Il peut s'agir d'un site industriel délabré, d'un faux pas, ou d'un besoin d'expertise élargie. Ces occasions peuvent rassembler des personnes de manière nouvelle et, au final, rendre l'effort, le temps et les coûts investis pleinement justifiés.
- **Rechercher du financement pour les partenariats.** Plusieurs exemples présentés ici ont débuté ou ont été renforcés grâce à du financement gouvernemental ou commercial à des étapes critiques. Le financement peut rassembler les parties prenantes, soutenir des efforts communs et permettre la réalisation de recherches, entre autres.
- **Mobiliser des partenaires à la fois complémentaires et inattendus.** Des partenaires familiers comme des partenaires moins conventionnels peuvent renforcer la confiance et stimuler la créativité pour résoudre une situation.
- **Avancer à petits pas et construire progressivement.** Souvent, de petites étapes, une déclaration, une demande, une rencontre, peuvent mener à une conversation et à des actions concrètes, élargissant la portée et les capacités au fil du temps.

I. Leçons apprises

- **Créer des voies politiques pour un soutien futur.** Certains des exemples présentés ici ont émergé à partir d'une simple déclaration de respect, d'une volonté de dialogue ou de poursuivre des objectifs communs. Grâce à l'apprentissage mutuel et à l'exploration au fil du temps, ces initiatives ont ensuite été développées et affinées en orientations politiques et budgétaires, permettant la mise en œuvre d'initiatives plus ambitieuses et d'arrangements fructueux.

Accorder à l'initiative le temps nécessaire. Bon nombre de ces études de cas ont nécessité une décennie ou plus pour se concrétiser, depuis l'idée initiale jusqu'au financement et à la mise en œuvre. Cela repose sur l'établissement de la confiance, la continuité des relations et le maintien d'intérêts communs à long terme.

Nous espérons que ces initiatives illustrent et inspirent une diversité d'approches créatives dans le cadre de cette voie émergente. Ce faisant, ces études de cas peuvent contribuer à la restitution des terres, à la revitalisation culturelle autochtone, au renforcement de la réconciliation, ainsi qu'à l'élaboration de réponses aux crises de la perte de biodiversité et des changements climatiques.



II. Aperçu des études de cas

Tableau I. Tableau de synthèse des études de cas entre communautés autochtones et municipalités

#	Étude de cas	Province	Partenaires autochtones	Type d'initiative
1	Kjipuktuk/Halifax	N.-É.	Mi'kmaw Native Friendship Centre	Transfert de terres urbaines et infrastructures culturelles
2	MRC des Sources	QC	Nation W8benaki	Cogestion de parcs et tourisme autochtone
3	Toronto/ Tk'oronto	ON	Michi Saagiig Nishinaabeg, Haudenosaunee, Wendat, autres	Préservation des lieux autochtones en milieu urbain et gestion des parcs
4	Comté de Northumberland	ON	Première Nation d'Alderville	Collaboration en gestion forestière
5	Kenora	ON	Grand Council Treaty #3, la Première Nation Obashkaandagaang, la Nation ojibwée Ochiichagwe'babigo'ining, et la Nation Wauzhushk Onigum	Gouvernance partagée et fiducie de conservation
6	Parcs urbains nationaux (Saskatoon, Windsor et autres)	SK, ON	Saskatoon Tribal Council; Métis Nation-SK; Première Nation de Walpole Island; Première Nation de Caldwell; Première Nation des Chippewas of the Thames	Aires protégées urbaines et réconciliation

II. Aperçu des études de cas

Tableau I. Tableau de synthèse des études de cas entre communautés autochtones et municipalités

#	Étude de cas	Province	Partenaires autochtones	Type de d'initiative
7	Edmonton	AB	Edmonton Indigenous Cultural Resource Counsel, Premières Nations locales	Attribution de terres à des fins culturelles et logement autochtone
8	Calgary	AB	Premières Nations et Métis de la Confédération des Pieds-Noirs, HomeSpace Society, et Calgary Indigenous Community Land Trust	Logement autochtone et fiducie foncière communautaire/ organisme foncier solidaire
9	Mission	C.-B	Premières Nations Leq'á:mél, Máthxwi et Semá:th, LMS Society	Transfert de terres et gouvernance conjointe
10	Powell River	C.-B	Nation Tla'amin	Restitution des terres et réconciliation
11	Squamish et Pemberton	C.-B	Nation Squamish, Nation Lil'wat	Cogestion des forêts communautaires, foresterie communautaire et collaboration régionale

III. Études de cas (1-3)

1- Kijipuktuk/Halifax (N.-É.) – Mi'kmaw Native Friendship Society/Centre

Le Mi'kmaw Native Friendship Centre recherchait un site plus vaste et central pour ses programmes et ses événements. La Municipalité régionale d'Halifax (MRH) a été approchée avec un plan de faisabilité et, en 2023, a approuvé la vente pour 1 \$ d'un terrain d'environ un demi-hectare, évalué à 11,7 millions de dollars, tout en assumant les coûts de démolition et d'autres dépenses connexes.

Un financement fédéral, provincial et philanthropique, ainsi qu'une planification budgétaire détaillée et la conception d'un bâtiment emblématique de type « passerelle » (Gateway) accompagné d'un espace public, ont soutenu le projet, dont l'achèvement est prévu en 2026.

Ressources : <https://cdn.halifax.ca/sites/default/files/documents/city-hall/regional-council/230124rc1516.pdf>

2- MRC des Sources (QC) – Conseil tribal W8banaki

Dans les Cantons-de-l'Est du Québec, le territoire W8banaki (Ndakina) chevauche de manière importante la géographie de la Municipalité régionale de comté (MRC) des Sources. Le Plan de développement durable et d'aménagement de la MRC (2021) souligne l'importance de valoriser les relations avec la Nation W8banaki ainsi que sa culture.

La MRC et les W8banaki ont collaboré afin de mettre en commun des ressources, notamment grâce à des fonds fédéraux de diversification économique, dans le but de favoriser le développement durable et un tourisme mettant en valeur la présence autochtone au parc régional du Mont-Ham.

Ce partenariat a permis la mise en place de plusieurs initiatives, dont : un espace d'interprétation et un centre axés sur la culture W8banaki; des installations d'hébergement inspirées des traditions autochtones ; un sentier de découverte accompagné de panneaux d'interprétation (et d'une statue de guerrier) ; des aménagements et infrastructures intégrant des designs thématiques W8banaki ; des activités promotionnelles et des outils éducatifs destinés aux visiteurs du parc.

La MRC avait annoncé son intention de créer le parc dès 2007, tandis que la municipalité de Ham-Sud avait acquis des terrains au pied de la montagne en 1983, la MRC offrant par la suite un bail de 50 ans. L'organisme à but non lucratif Développement du Mont-Ham Inc. est responsable de la gestion du parc et dispose d'un conseil d'administration représentant les municipalités locales et les usagers, incluant un membre W8banaki.

Ressources: <https://montham.ca/>

3- Toronto/ Tk'oronto (ON) – Michi Saagiig Nishinaabeg, Haudenosaunee, Wendat, autres

Avec l'élaboration du Plan d'action pour la réconciliation de la Ville de Toronto (2022) et la création de son Bureau des affaires autochtones, la Ville a mis en place des politiques ainsi qu'un programme de Placekeeping visant à mobiliser les peuples autochtones en milieu urbain dans la gestion et l'aménagement des parcs.

III. Études de cas (4-5)

Ce programme comprend notamment : la sécurisation prioritaire de certains espaces, le partage des savoirs, la dénomination des lieux, la co-planification et la cogestion, ainsi que la création d'installations et d'usages orientés vers les communautés autochtones (p. ex. œuvres d'art, feux sacrés).

Un exemple concret est le travail mené par la Ville pendant deux ans avec des communautés autochtones afin d'intégrer des principes et des protocoles autochtones dans le Plan directeur du parc des îles de Toronto. Ce processus a également permis de renforcer les relations grâce au Toronto Island/MCFN Friendship Group.

Un autre exemple se trouve dans le vaste parc High Park, où la division des parcs, de la foresterie et des loisirs de la Ville a collaboré avec Indigenous Land Stewardship Circle afin de mener un brûlage dirigé et traditionnel, accompagné d'une cérémonie, dans le but de restaurer la rare savane à chênes noirs (Black Oak Savannah).

Ressources: <https://www.toronto.ca/services-payments/water-environment/trees/forest-management/urban-forest-management/prescribed-burn/>
<https://indigenouslandstewardshipto.wordpress.com/>

4- Comté de Northumberland (ON) – Première Nation d'Alderville

Le comté de Northumberland est responsable d'importantes terres forestières, notamment sur la moraine d'Oak Ridges, un territoire majeur ayant fait l'objet de vastes efforts de reboisement. Le comté a consulté et travaillé avec la Première Nation d'Alderville (qui joue ici un rôle de chef de file pour les Premières Nations signataires des Traités Williams) dans le cadre de la planification et de la gestion de la forêt, menant à l'élaboration du Plan de gestion forestière 2021–2041.

La Première Nation d'Alderville contribue à mettre en lumière l'histoire autochtone de la forêt, ses valeurs culturelles et son potentiel de partenariats. Ce travail pourra éventuellement favoriser le partage des savoirs, la mise en place de désignations, des protections supplémentaires et des révisions du plan. Le comté et la Première Nation collaborent également avec des organismes de conservation, des offices de protection de la nature axés sur les bassins versants, des institutions et d'autres partenaires dans le cadre d'une approche stratégique et concertée de conservation des terres, notamment par l'entremise du Rice Lake Plains Partnership.

Ressources: <https://www.northumberland.ca/en/living-here/resources/Documents/FMP-Final.pdf>
<https://www.ricelakeplains.com/>

5- Kenora (ON) – Grand Council Treaty #3, Première Nation Obashkaandagaang, Nation ojibwée Ochiichagwe'babigo'ining, Nation Wauzhushk Onigum

En 2001, le chef du Grand Conseil du Traité no 3 et le maire de la Ville de Kenora ont reconnu l'importance, pour les personnes vivant sur un même territoire, de préserver des façons de vivre et de travailler en harmonie



III. Études de cas (6)

Ils ont lancé l'initiative Common Land, Common Ground afin de partager des enjeux d'intérêt commun, y compris la notion même de « terrain commun », en reconnaissant l'importance historique de Rat Portage, liée aux peuples autochtones et au commerce des fourrures.

Des cérémonies et festins périodiques réunissant la Ville et les communautés anishinaabe ont également été organisés.

Lorsque l'entreprise Abitibi a fermé son usine de pâtes et papiers, elle s'est intéressée à cette démarche et a accepté de transférer 182 hectares de ses terres situées sur des îles d'une grande importance historique, culturelle et écologique à la Ville, en fiducie, jusqu'à ce qu'une organisation officielle puisse être créée.

En 2007–2008, ces terres ont été officiellement transférées à Rat Portage Common Ground Conservation Organization (RPCGCO). Il s'agit d'un partenariat égalitaire entre la Ville de Kenora, le Grand Conseil et les Premières Nations locales signataires du Traité no 3.

Le Common Ground Research Forum a également été actif pendant plusieurs années et a obtenu une subvention fédérale de recherche afin de soutenir la compréhension interculturelle ainsi que des recherches appliquées appuyant ce partenariat communautaire émergent.

Ressources: <https://www.cgrf.ca/index.php/background-governance/wassay-gaa-bo-the-common-ground/>

6- Saskatoon et autres (SK) – Saskatoon Tribal Council, Métis Nation–SK, organismes partenaires

Windsor et autres (ON) – Première Nation de Walpole Island, Première Nation de Caldwell, Première Nation des Chippewas of the Thames, organismes partenaires

Parcs Canada collabore avec plusieurs municipalités et communautés autochtones à travers ce que l'on appelle aujourd'hui le Canada afin de développer des parcs urbains nationaux (National Urban Parks – NUP).

Ces parcs reflètent une vision visant à conserver la nature, à renforcer le lien entre les populations et les milieux naturels, et à faire progresser la réconciliation avec les peuples autochtones. Ces principes sont détaillés dans la Politique provisoire sur les parcs urbains nationaux publiée en 2024.

Une telle aire protégée peut s'appuyer sur divers modèles de gouvernance et d'exploitation, ainsi que sur des transferts de terres municipales, examinés à travers une série d'étapes de mise en œuvre.

À Windsor, les partenaires autochtones et institutionnels entrent maintenant dans la phase de planification, à la suite de discussions, d'études et de consultations publiques. Saskatoon dispose d'un comité directeur et a mené un vaste processus de mobilisation communautaire.

D'autres villes envisagent également l'approche des parcs urbains nationaux, notamment Halifax, Montréal, Winnipeg et Edmonton.

Ressources: <https://parks.canada.ca/pun-nup>

<https://letstalk.citywindsor.ca/national-urban-park-windsor?>

https://letstalk.citywindsor.ca/national-urban-park-windsor?tool=news_feed&_gl=1*6b53hx*_gcl_au*MzM5NzI4NTQwLjE3NDk4NDg5NzU.#tool_tab

<https://urbanparksask.ca/>

III. Études de cas (7-8)

7- Edmonton (AB) – Edmonton Indigenous Cultural Resource Counsel, Premières Nations locales

En 2026, Edmonton Indigenous Cultural Resource Counsel a demandé la création d'un espace culturel et cérémoniel. À la suite de consultations et d'études, la Ville d'Edmonton a alloué des fonds ainsi qu'une portion du parc Whitemud à cette fin. Inauguré en 2023, kihcihkaw askî (« The place here is Sacred » / « Cet endroit est sacré ») est aujourd'hui un espace naturel ouvert où les peuples, organisations et communautés autochtones peuvent participer à des cérémonies, des camps culturels, des activités d'apprentissage, ainsi qu'à la culture, la récolte et la cueillette de plantes. La Ville assure l'entretien des infrastructures et loue le site à Indigenous Knowledge and Wisdom Centre, responsable de la programmation axée sur les communautés autochtones, avec l'accompagnement continu d'un conseil d'aînés.

Ressources: https://www.edmonton.ca/projects_plans/parks_recreation/kihcihkaw-aski-development

8- Calgary (AB) – Premières Nations et Métis de la Confédération des Pieds-Noirs, HomeSpace Society, Calgary Indigenous Community Land Trust

La Ville de Calgary a progressivement mis en place des stratégies et des projets visant à faire avancer un cheminement vers la réconciliation, tout en répondant au manque de logements pour les personnes en situation de vulnérabilité.

Avec le soutien de Calgary Homeless Foundation, HomeSpace Society s'est développée comme une fiducie foncière communautaire ou un organisme foncier solidaire qui construit, entretient et gère des logements abordables.

La Ville a mis à disposition plusieurs terrains destinés à des projets résidentiels, confiant la construction à HomeSpace sur au moins deux sites. Sur d'autres sites de HomeSpace, des jeunes autochtones sont soutenus grâce à des approches de réduction des méfaits et à un renouement avec la culture, dans le cadre d'un partenariat avec le programme Trellis Home Fire, doté d'un personnel autochtone. HomeSpace fournit également un soutien technique au Comité permanent autochtone sur le logement et l'itinérance dans le cadre de l'établissement de Calgary Urban Indigenous Community Land Trust.

La Ville s'est aussi engagée à travers un programme de fonds de 6 millions de dollars pour le logement abordable autochtone. Elle a approuvé en 2023 son plan Affordable Housing for Indigenous Calgarians, qui mobilise des aînés, identifie des ventes sous la valeur du marché ainsi que des incitatifs fiscaux, priorise les organisations autochtones et une fiducie foncière communautaire autochtone, et soutient les pratiques culturelles et cérémonielles sur les terres associées.

Ressources:

<https://www.calgary.ca/social-services/funding/indigenous-affordable-housing.html>

<https://www.calgary.ca/communities/housing-in-calgary/housing-for-families-in-need.html>

III. Études de cas (9-10)

9- Mission (C.-B.) – Premières Nations Leq'á:mél, Máthxwi et Semá:th, LMS Society

En 2011, le gouvernement de la Colombie-Britannique prévoyait transférer des terres publiques non cédées (« terres de la Couronne »), adjacentes à un parc et à d'anciens terrains d'un pensionnat, à la Ville de Mission, dans la vallée centrale du fleuve Fraser.

Lors de consultations avec les communautés Stó:lō, la Première Nation Máthxwi a proposé que ces terres soient plutôt transférées aux Premières Nations locales. Après plus d'une décennie de discussions, la province et la Ville ont convenu que les terres seraient transférées à un nouvel organisme conjoint à but non lucratif : LMS Society (Leq'á:mél Máthxwi Semá:th).

Les arrangements qui en découlent comprennent un bail nominal de 99 ans accordé à la Ville pour un parc récréatif intégrant des usages culturels autochtones (48 ha), un développement résidentiel et commercial dirigé par LMS Society (12 ha) et des servitudes dont la responsabilité revient au gouvernement de la Colombie-Britannique. Le transfert des terres a eu lieu en 2025. La Ville et LMS Society ont mis sur pied un comité conjoint de gestion du parc et identifient ensemble des zones d'importance culturelle et écologique à conserver.

Ressources: https://www.realizingundrip.ca/success-stories/xel_sqeqtogether_we_paddle

10- Powell River (C.-B.) – Nation Tla'amin

L'usine de pâtes et papiers de la Ville a été construite sur un site majeur d'un ancien village Tla'amin. Lors de travaux d'aménagement du secteur riverain et de la digue, la Ville n'a pas consulté la Nation Tla'amin et a endommagé certains sites culturels. Confrontée à la situation et reconnaissant son erreur, la Ville a mandaté la Nation Tla'amin pour gérer le projet. Ensemble, elles ont élaboré l'un des premiers accords communautaires entre une municipalité et une Première Nation en Colombie-Britannique (2003). Lorsque des terres excédentaires de l'usine ont été mises en vente par la suite, l'entreprise, la Ville et la Nation Tla'amin ont acquis les parcelles par l'entremise d'une société en commandite, avec une hypothèque et un taux d'intérêt avantageux. Cette société en commandite a ensuite été restructurée, puis dissoute, et les terres ont été transférées séparément à la Ville (140 ha) et à la Première Nation (99 ha), ou autrement revendues. Aujourd'hui, la Ville et la Nation Tla'amin ont renommé le site du village tisk'wat et poursuivent leurs efforts conjoints de réhabilitation, de protection de ses valeurs environnementales et archéologiques, ainsi que de développement économique. En 2025, des terres additionnelles ont également été restituées par Domtar.

Cette collaboration, amorcée il y a près de vingt ans, a conduit en 2018 à une première en Colombie-Britannique : une municipalité a approuvé le retour de parcelles situées sur son territoire à une Première Nation, à titre de terres de règlement de traité. Ce geste s'inscrivait dans la mise en œuvre du traité moderne conclu par la Nation Tla'amin en 2016.

Ressources: <https://www.realizingundrip.ca/success-stories/working-together-since-2003>
<https://bcruralcentre.org/wp-content/uploads/2019/06/Tla%E2%80%99amin-Nation-Powell-River.pdf>

III. Études de cas (11)

11- District de Squamish (C.-B.) – Nation Squamish Village de Pemberton (C.-B.) – Nation Lil'Wat

Ces communautés ont développé des relations et des collaborations grâce à des rencontres périodiques, des ententes de coopération et des protocoles. Ces démarches visaient à reconnaître des relations de gouvernement à gouvernement et à favoriser le partage d'information, la communication, la compréhension mutuelle et des intérêts communs. Ces deux partenariats ont ensuite mené à la création et à la gestion de forêts communautaires. Le conseil d'administration de Squamish Community Forest Corporation compte une représentation égale des deux communautés, ce qui constitue une première en matière de cogestion des terres locales entre elles. La corporation regroupe la gouvernance à la fois des activités forestières et des valeurs communautaires, telles que les sentiers et les sites culturels, et partage une partie des revenus générés sur environ 10 000 hectares de forêt. Du côté de la Nation Lil'Wat et de Pemberton, des ententes antérieures de services partagés liés à la protection incendie et à l'approvisionnement en eau ont conduit à la création d'une corporation de forêt communautaire similaire ainsi qu'à une entente forestière provinciale en 2018. Par la suite, cette collaboration a également donné lieu à une initiative régionale de développement économique et à une stratégie commune.

Ressources: <https://evergreen.ca/resource-hub/resources/civic-indigenous-placekeeping-and-partnership-building-toolkit/>

IV. Références, autres ressources et études de cas additionnels

- Municipalités de l'Alberta – [Municipal-Indigenous Relations](#)
- Association des municipalités de l'Ontario – [Municipal Governance and Indigenous Relations](#)
- Ian Attridge, [Possibilités de Partenariats : Entre les Communautés Autochtones, les Municipalités et les Groupes de Défense de l'Environnement](#), Alliance canadienne des organismes de conservation, 2024
- Tanya Chung-Tiam-Fook, [Civic-Indigenous Placekeeping and Partnership Building Toolkit](#), Future Cities and Evergreen, 2022
- Fédération canadienne des municipalités et Cando, [Stronger Together: A Toolkit for First Nations-Municipal Community Economic Development Partnerships](#), Ottawa, 2015
- Ontario Nature, [Municipal Contributions to Canada's Protected Areas Target: A Review of Wise Practices in Ontario](#), Ontario Nature, Toronto, 2024
- Union des municipalités de la Colombie-Britannique – [Pathways to Collaboration](#)